

Communiqué de presse

Corruption : publication de l'indice de perception de la corruption

La Suisse rétrograde dans le classement de Transparency International

Berne, le 27 janvier 2016 – La Suisse rétrograde légèrement dans le classement de l'indice de perception de la corruption établi par Transparency International, passant du cinquième au septième rang. Cet indice mesure la perception de la corruption dans le secteur public à l'échelon mondial.

L'indice de perception de la corruption (ou Corruption Perceptions Index CPI) a été calculé pour 168 pays en 2015. Le Danemark arrive en tête de classement pour la deuxième fois, alors que la Corée du Nord et la Somalie ferment la marche. Par rapport à l'année précédente, c'est le Brésil qui rétrograde le plus au classement (il perd sept rangs), tandis que la Grèce, le Sénégal et le Royaume-Uni enregistrent les plus fortes progressions. Deux tiers des pays examinés obtiennent moins de 50 points sur une échelle qui va de 0 (très corrompu) à 100 (exemplaire).

La Suisse rétrograde légèrement au classement, puisqu'elle passe du cinquième au septième rang, probablement en raison des affaires de corruption qui ont entaché le secteur public. Toutefois, les comparaisons interannuelles n'ont qu'une pertinence relative pour déterminer la vulnérabilité d'un pays à la corruption, car l'indice ne mesure que la perception de la corruption et le classement n'a qu'une importance relative en comparaison avec les autres pays. De surcroît, le CPI ne mesure que les actes de corruption touchant le secteur public, la corruption privée n'entrant pas en ligne de compte.

Martin Hilti, directeur général de Transparency International Suisse, livre son analyse du classement de la Suisse :

« Bien qu'elle soit passée de la cinquième à la septième place, la Suisse fait encore bonne figure au plan international, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'elle soit exempte de corruption. Le CPI ne mesure que la perception de la corruption dans le secteur public. Transparency International Suisse estime que des interventions sont nécessaires en particulier dans les domaines suivants :

- *La Suisse reste impliquée dans la plupart des affaires internationales de corruption : il est encore trop facile d'introduire des avoirs illicites clandestinement en Suisse.*
- *La protection que le droit privé accorde aux lanceuses et lanceurs d'alerte reste insuffisante.*
- *La Suisse n'a toujours pas légiféré sur le financement des partis et des campagnes politiques (élections et votations).*

###

Transparency International Suisse s'engage dans la lutte contre la corruption et sa prévention en Suisse. Elle agit au travers de l'information et de la formation sur les risques liés à la corruption et sur les programmes permettant de la prévenir, ainsi qu'au moyen du lobbying et de la sensibilisation.

Elle collabore avec les entreprises, les associations, l'administration publique et les médias.

TI Suisse travaille avec un réseau d'experts spécialisés dans chacun des domaines concernés et avec les autorités. Elle publie des études ainsi que des guides sur différents aspects de la corruption en Suisse et à l'étranger et organise des tables rondes et des conférences destinées aux milieux professionnels et au grand public.

TI Suisse est une section de Transparency International. C'est une association financée par ses membres, la Confédération et des dons.

Contact :

Berne
Martin Hilti
Transparency International Suisse
Tél.: +41 (0)31 382 35 50